



# DECISIONS PRESENTES AU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 JUIN 2017

**Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec**

Place du Maréchal-Foch  
93134 Noisy-le-Sec Cedex  
Tél. 01 49 42 66 00  
Fax : 01 48 43 70 96

[www.noisylesec.fr](http://www.noisylesec.fr)



## Décisions présentées au Conseil Municipal du 22 juin 2017

DM17_28	24/02/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre Julie FORTIER et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_29	27/02/2017	Approbation du contrat de cession passée entre L'Association "Plein Jazz" et la Ville de Noisy-le-Sec (Fête de la Musique)
DM17_30	14/03/2017	Procédure adaptée N°2017/4609 - Fourniture, pose et installation d'équipements sportifs dans le cadre du réaménagement du terrain multisports du quartier Boissière - approbation du contrat avec la société Transalp
DM17_31	21/02/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre le théâtre de la Vallée et la ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_32	24/03/2017	Régie d'avances pour le fonctionnement du centre municipal de santé Fernand Goulène - modification
DM17_33	24/02/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre l'Association Les Trois Coups et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_34	17/03/2017	Approbation de la convention de cession des droits de représentation passée entre les Vagabonds et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_35	17/03/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre ASBL Productions Associées - Projet Le Non Dit et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_36	20/04/2017	Approbation du contrat de collecte et/ou remise à domicile passé entre La Poste et la Ville
DM17_37	06/04/2017	Appel d'offres ouvert n°2017/4606 - Achat de fournitures administratives - Lot 1: papier de reprographie et d'impression - papier permanent - Approbation du contrat avec Antalis
DM17_38	06/04/2017	Appel d'offres ouvert n°2017/4606 - Achat de fournitures administratives - Lot 2: enveloppes - Approbation du contrat avec CEPAP
DM17_39	06/04/2017	Appel d'offres ouvert n°2017/4606 - Achat de fournitures administratives - Lot 3: imprimés et accessoires administratifs - Approbation du contrat avec Sedi Equipement
DM17_40	06/04/2017	Appel d'offres ouvert n°2017/4606 - Achat de fournitures administratives - Lot 4: Boîtes archives - Approbation du contrat avec Entreprises Adaptée E.A.

## Décisions présentées au Conseil Municipal du 22 juin 2017

DM17_41	28/03/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre l'Association Black Garlic et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_42	10/04/2017	Appel d'offres ouvert 2017/4607 - Fournitures de livres (hors livres scolaires et de documents multi media pour la médiathèque Roger Gouhier - Lot 1 : DVD Films documentaires et fictions jeunesse - Lot 2 : DVD films documentaires et fictions adultes - Approbation du contrat avec COLACO
DM17_43	10/04/2017	Appel d'offres ouvert 2017/4607 - Fournitures de livres (hors livres scolaires et de documents multi media pour la médiathèque Roger Gouhier - Lot 3 : CD et DVD musicaux - Approbation du contrat signé avec CVS
DM17_44	10/04/2017	Appel d'offres ouvert 2017/4607 Fournitures de livres (hors livres scolaires) et de documents multi média pour la médiathèque Roger Gouhier - Lot 4 : livres jeunesse - Approbation du contrat avec Colibrije
DM17_45	10/04/2017	Appel d'offres ouvert 2017/4607 - Fournitures de livres (hors livres scolaires) et de documents multi média pour la médiathèque Roger Gouhier - Lot 5 : bandes dessinées adultes - Approbation du contrat avec BD NET
DM17_46	10/04/2017	Appel d'offres ouvert 2017/4607 Fournitures de livres (hors livres scolaires) et de documents multi média pour la médiathèque Roger Gouhier - Lot 6 : romans et Lot 7 : livres adultes documentaires et autres - Approbation du contrat avec Générale Librest
DM17_47	07/04/2017	Maintenance et assistance téléphonique des progiciels CEGID PUBLIC Your Cegid Secteur Public Finances - Approbation du contrat signé avec la Société CEGID PUBLIC
DM17_48	20/04/2017	Approbation du contrat de cession du droit d'exploitation passée entre l'Association SIRBA OCTET et le Théâtre des Bergeries et la Ville de Noisy-le-Sec
DM17_49	21/04/2017	Exercice du droit de préemption commercial sur un bail commercial sis 79 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec
DM17_50	07/03/2017	Entreprise Hélène et IPY 368 rue des voisins 60400 BEHERICOURT - Approbation de la convention
DM17_51	04/04/2017	Organisme de formation professionnelle FORCYNO Fort de Domont - route stratégique - 95330 DOMONT - Approbation de la convention
DM17_52	26/04/2017	Appel d'offres ouvert n° 16.AO.HA.071 Etudes urbaines dans le cadre du protocole de préfiguration NPRU de la Ville de Noisy-le-Sec - Lot 1: Etude de programmation urbaine du Quartier du Londeau - Approbation du contrat avec Atelier Choiseul

## Décisions présentées au Conseil Municipal du 22 juin 2017

DM17_53	26/04/2017	Appel d'offres ouvert n° 16.AO.HA.071 Etudes urbaines dans le cadre du protocole de préfiguration NPRU de la Ville de Noisy-le-Sec - Lot 2: Etude de programmation urbaine du Quartier Centre ville Béthisy - Approbation du contrat avec Richez Associés
DM17_54	02/05/2017	Procédure adaptée n°2017/4610 Conseils, étude et assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'aménagement du centre ville de Noisy-le-Sec - Approbation du contrat avec la société EGIS Ville et Transports
DM17_55	19/04/2017	Approbation de la convention de mise à disposition passée entre Urban Art Paris et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_56	12/04/2017	Approbation de la convention de cession de droit d'auteur passée entre Cécile LAVERGNE et la Ville pour la Galerie Centre d'art Contemporain (Exposition : "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_57	12/04/2017	Approbation de la convention de cession de droit d'auteur passée entre Marie PROYART et la Ville pour la Galerie Centre d'art Contemporain (Exposition 3/3 : "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_58	12/04/2017	Approbation de la convention de cession de droit d'auteur passée entre Céline POULIN et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain ( Exposition: Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_59	12/04/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Géraldine Gourbe et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_60	10/05/2017	Procédure adaptée n° 2017/4613 : Location de véhicules pour le transport en commun de mineurs accompagnés d'adultes encadrant par autocar de 20, 35 55 places ou plus, avec conducteur - Lot n°1 : "Location de cars avec conducteurs dans le secteur de Cœuze et pour le transfert de Manteyer / Noisy-le-Sec" - Approbation du contrat avec Transports Sabatier
DM17_61	10/05/2017	Procédure adaptée n° 2017/4613 : Location de véhicules pour le transport en commun de mineurs accompagnés d'adultes encadrant par autocar de 20, 35 55 places ou plus, avec conducteur - Lot n°2 : "Location de cars avec conducteur - Lot n°2 : "Location de cars avec conducteur pour le secteur de l'île d'Oléron (Département de la Charente Maritime) et pour le transfert Oléron / Noisy-le-Sec " - Approbation du contrat avec Gilbert James Voyages
DM17_62	10/05/2017	Procédure adaptée n° 2017/4613 : Location de véhicules pour le transport en commun de mineurs accompagnés d'adultes encadrant par autocar de 20, 35 55 places ou plus, avec conducteur - Lot n°3 : "Location de cars avec conducteur pour le secteur de Vassieux (Département de la Drôme)" - Approbation du contrat avec SRADDA



## Décisions présentées au Conseil Municipal du 22 juin 2017

DM17_63	10/05/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre Hélène DELEAN et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition, "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_64	10/05/2017	Approbation de l'avenant à la convention d'accueil en résidence d'artiste passée entre Liv SCHULMAN et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_65	10/05/2017	Approbation de l'avenant à la convention de production d'œuvre passée entre Sébastien REMY et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_66	10/05/2017	Approbation de l'avenant à la convention de production d'œuvre passée entre Jean-Charles de QUILLACQ et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_67	10/05/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre et de cession de droit de diffusion passée entre Céline DROUIN et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Convention culture et Société)
DM17_68	10/05/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre l'Association débridés et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition: "Tes Mains Dans Mes Chaussures")

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 31/03/2017 N° DM 17-28  
Reçu en préfecture le 31/03/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170224-DM17\_28-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRODUCTION D'OEUVRE PASSEE ENTRE JULIE FORTIER ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace une œuvre correspondant à un dîner conçu par Black Garlic avec Julie Fortier dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » à La Galerie, le 31 mars 2017

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de production d'œuvre passée avec Julie Fortier, demeurant 44 rue Alphonse Guérin – 35000 Rennes, relative à :

- Honoraires artistiques : 300 € (trois cents euros) TTC
- Frais de déplacement : 300 € (trois cents euros) TTC

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 31 mars 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 24 février 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/03/2017  
Reçu en préfecture le 13/03/2017 N° 17-29  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170227-DM17\_29-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DU CONTRAT DE CESSION PASSE ENTRE L'ASSOCIATION « PLEIN JAZZ » ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC (FÊTE DE LA MUSIQUE )

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122-18 et L2122-22,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de contrat présentée par l'Association « **Plein Jazz** » pour une représentation qui aura lieu à **20h en salle des mariages, Mairie de Noisy-le-Sec, Place du Maréchal Foch, le 21 juin 2017** dans le cadre de la Fête de la Musique,

#### DECIDE

Article 1: Approuve le contrat de cession passé avec l'Association « Plein Jazz », domiciliée 9 rue Lino Ventura à Guyancourt (78280), pour **un montant de 2.300 euros TTC** (deux mille trois cents euros toutes taxes comprises)

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la journée du **21 juin 2017** et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 27 février 2017

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 20/03/2017

Reçu en préfecture le 20/03/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170314-DM\_17\_30-CC

N° D171

30.

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Procédure adaptée N° 2017 / 4609 Fourniture, pose et installation d'équipements sportifs dans le cadre du réaménagement du terrain multisports du quartier Boissière

#### Approbation du contrat avec la société Transalp

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité de fournir, poser et installer des équipements sportifs dans le cadre du réaménagement du terrain multisports du quartier Boissière suite à une mise en concurrence,

#### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat avec la société Transalp sise 179 Route de Faverge à L'Albenc (38470).

**Article 2:** Que les prestations seront rémunérées par application du prix global et forfaitaire s'élevant à 101 853,43 € T.T.C. pour la solution de base auquel s'ajoute 9 583,69 € T.T.C. pour la variante imposée n°2 (prestation supplémentaire).

**Article 3:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Transalp.

**Article 4:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 5:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Voirie et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

14 MARS 2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 23/03/2017 N° DM-17  
Reçu en préfecture le 23/03/2017  
Affiché le 31  
ID : 093-219300530-20170221-DM\_17\_31-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LE THEATRE DE LA VALLEE ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle du Théâtre de la Vallée

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession passée avec Le Théâtre de la Vallée, résidant Centre culturel et sportif – 12 rue Pasteur – 95350 Saint-Brice-sous-Forêt, représenté par Jean-Marie Deroche

**Article 2** : Précise que la convention est passée pour la représentation du samedi 13 mai 2017

**Article 3** : La dépense de la prestation s'élève à 580,25 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 21 février 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, l'adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine


Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/03/2017  
Reçu en préfecture le 24/03/2017 N° DM 17-32  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170324-DM\_17\_32-AR

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### REGIE D'AVANCES POUR LE FONCTIONNEMENT DU CENTRE MUNICIPAL DE SANTE FERNAND GOULENE.

### MODIFICATION.

**Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,**

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2014/14-04-01 du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°32 du 15 mars 1973 instituant une régie d'avances pour le centre médico-social municipal Fernand Goulène,

Vu la délibération n°21K du 6 août 1976 modifiant l'indemnité de la régie,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 20 mars 2017,

### DECIDE

Article 1<sup>er</sup>: Les délibérations n° 32 du 15 mars 1973 et n° 21K du 6 août 1972 sont abrogées.



Article 2 : Il est institué auprès de la ville de Noisy-le-Sec, une régie d'avances pour le fonctionnement du centre municipal de santé Fernand Goulène.

Article 3 : Cette régie est installée au CMS sis 5 rue Pierre Brossolette à Noisy-le-Sec.

Article 4 : La régie est instituée pour le paiement des menues dépenses urgentes et nécessaires au bon fonctionnement du CMS.

Article 5 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

1° En numéraire.

Article 6 : L'intervention d'un (de) mandataires(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

Article 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 150 euros (cent cinquante euros).

Article 8 : Le régisseur verse auprès du comptable assignataire la totalité des pièces justificatives des dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le régisseur titulaire percevra annuellement une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 12 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 24 MARS 2017



**P<sup>o</sup>/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE,**  
**L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative**  
**Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est-Ensemble »**

**Dref MENDACI**

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 30/03/2017

Reçu en préfecture le 30/03/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170224-DM17\_33-CC

N° DM17-33

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE L'ASSOCIATION LES TROIS COUPS ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle l'association Les Trois Coups

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession passée avec l'association Les Trois Coups résidant 14 rue Léonidas 75014 Paris, représentée par Nathalie Valentin

**Article 2** : Précise que la convention est passée pour la représentation du 19 avril 2017

**Article 3** : La dépense de la prestation s'élève à 550 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 février 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, l'adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 31/03/2017

Reçu en préfecture le 31/03/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170317-DM17\_34-CC

N° DM17-34

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DES DROITS DE REPRESENTATION PASSEE ENTRE LES VAGABONDS ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits de représentation de l'association Les Vagabonds

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession passée avec l'association Les Vagabonds résidant 17 rue de l'Avre 75015 Paris, représentée par Emmanuel Hoen

**Article 2** : Précise que la convention est passée pour les deux représentations du 31 mars 2017

**Article 3** : La dépense de la prestation s'élève à 2054,30 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 17 mars 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, l'adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 31/03/2017

Reçu en préfecture le 31/03/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170317-DM17\_35-CC

N° DM17-35

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE ASBL PRODUCTIONS ASSOCIEES – PROJET LE NON DIT ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de ASBL Productions Associées – Projet Le Non dit

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession passée avec ASBL Productions Associées – Projet Le Non dit, résidant 70 rue Emile Féron 1060 Bruxelles, représenté par Mélancolie Motte

**Article 2** : Précise que la convention est passée pour la représentation du 21 avril 2017

**Article 3** : La dépense de la prestation s'élève à 670 € HT et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 17 mars 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, l'adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° —DM 17-36

Liberté – Egalité – Fraternité

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DU CONTRAT DE COLLECTE ET/OU REMISE A DOMICILE PASSE ENTRE LA POSTE ET LA VILLE**

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122-22,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2014/14-04-01 en date du 14 avril 2014 portant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la proposition de contrat COLLECTE et/ou REMISE A DOMICILE présentée par la Poste relative à la distribution et à la prise en charge annuelle standard du courrier reçu et émis par la ville de Noisy-le-Sec.

### **DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Approuve le contrat passé avec LA POSTE, Direction des clients entreprise, 23 Grande Allée 12 février 1934 à 77442 MARNE LA VALLEE CEDEX 02, pour un montant de 3222,00 TTC.

Article 2 : Précise que le contrat est passé pour une durée d'un an et qu'il prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au Budget de l'année considérée, chapitre 011, rubrique 0200, nature 6261.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, à Mme le Receveur Municipal de Romainville, à La Poste, et sera inscrite au registre des actes de la mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 20 avril 2017

Laurent RIVOIRE

Maire de Noisy-le-Sec  
Vice Président de la Communauté  
D'agglomération Est Ensemble



Envoyé en préfecture le 27/04/2017  
Reçu en préfecture le 27/04/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170420-DM17\_36-AU

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/04/2017

Reçu en préfecture le 06/04/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170406-DM17\_37-CC

N°

37

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPEL D'OFFRES OUVERT 2017/4606 Achat de fournitures administratives Lot 1 : papier de reprographie et d'impression - papier permanent Approbation du contrat avec Antalis

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 25 ;

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 8 mars 2017 d'attribuer le marché pour le lot 1 à la société Antalis,

Considérant la nécessité d'acheter des fournitures administratives suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec Antalis, sise ZA Paris sud 3, 2 avenue des Accords de Schengen à Tigery (91250), en ce qui concerne le lot 1 « papier de reprographie et d'impression – papier permanent »

**Article 2 :** Que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre en ce qui concerne ce lot est compris entre un minimum de 10 000 € H.T et un maximum de 80 000 € H.T,

**Article 3 :** Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans,

**Article 4 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à Antalis,

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au service Communication et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 06 AVR. 2017  
P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/04/2017  
Reçu en préfecture le 06/04/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170406-DM17\_38-CC

N° D17  
38

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPEL D'OFFRES OUVERT 2017/4606 Achat de fournitures administratives Lot 2 : enveloppes Approbation du contrat avec Cepap

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 25 ;

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 8 mars 2017 d'attribuer le marché pour le lot 2 à la société Compagnie Européenne de Papeterie,

Considérant la nécessité d'acheter des fournitures administratives suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec Compagnie Européenne de Papeterie, sise Espace Gutenberg, CS 40007 à Rouillet Saint Estephe (16440), en ce qui concerne le lot 2 « enveloppes »,

**Article 2 :** Que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre en ce qui concerne ce lot, s'élève à un maximum de 20 000 € H.T,

**Article 3 :** Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

**Article 4 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à Compagnie Européenne de Papeterie

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au service Achats et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 06 AVR. 2017  
P<sup>o</sup>/M. Le Maire Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/04/2017

Reçu en préfecture le 06/04/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170406-DM17\_39-CC

N° 217

39

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPEL D'OFFRES OUVERT 2017/4606 Achat de fournitures administratives Lot 3 : imprimés et accessoires administratifs Approbation du contrat avec Sedi Equipement

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 25 ;

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 8 mars 2017 d'attribuer le marché pour le lot 3 à la société Sedi Equipement,

Considérant la nécessité d'acheter des fournitures administratives suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec Sedi Equipement, sise 35 Chemin de St Génies, B.P. 72002 à Uzès cedex (30702), en ce qui concerne le lot 3 « imprimés et accessoires administratifs »

**Article 2 :** Que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre en ce qui concerne ce lot, est compris entre un minimum de 100 € H.T. et un maximum de 5 000 € H.T.

**Article 3 :** Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

**Article 4 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à Sedi Equipement.

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au service Achats et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le  
P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

06 AVR. 2017



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/04/2017

Reçu en préfecture le 06/04/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170406-DM17\_40-CC

N° 217

60

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPEL D'OFFRES OUVERT 2017/4606 Achat de fournitures administratives Lot 4 : Boîtes archives Approbation du contrat avec Entreprise adaptée E.A.

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 25 ;

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 8 mars 2017 d'attribuer le marché pour le lot 4 à l'entreprise adaptée E.A.,

Considérant la nécessité d'acheter des fournitures administratives suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec Entreprise Adaptée, sise 12 rue Jacquard Z.A du Bert, 38 630, Les Avenières, en ce qui concerne le lot 4 « boîtes d'archives »

**Article 2 :** Que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre en ce qui concerne ce lot, est compris entre un minimum de 100 € H.T. et un maximum de 600 € H.T.

**Article 3 :** Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

**Article 4 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à Entreprise adaptée E.A.

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au service Achats et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le  
P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

06 AVR. 2017

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/04/2017  
Reçu en préfecture le 06/04/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170328-DM17\_41-CC

N° DM-17-41

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRODUCTION D'OEUVRE PASSEE ENTRE L'ASSOCIATION BLACK GARLIC ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace une œuvre correspondant à un dîner conçu par Black Garlic avec Julie Fortier dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » à La Galerie, le 31 mars 2017

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de production d'œuvre passée avec l'association Black Garlic, sise 65 boulevard Arago – 75013 Paris, relative à :

- Rémunération artistique : 900 € (neuf cents euros) TTC
- Frais de repas forfait : 150 € (cent cinquante euros) TTC
- Frais de Réalisation : 1200 € (mille deux cents euros) TTC

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 31 mars 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 28 mars 2017

**P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine**

  
**Jean THARY**



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Envoyé en préfecture le 10/04/2017

N°

Reçu en préfecture le 10/04/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170410-MP2017\_4607-CC

Liberté – Egalité – Fraternité

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPEL D'OFFRES OUVERT 2017/4607

Fournitures de livres (hors livres scolaires)

et de documents multi media pour la médiathèque Roger Gouhier

Lot 1 : DVD films documentaires et fictions jeunesse

lot 2 : DVD films documentaires et fictions adultes

Approbation du contrat avec Colaco

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 25,

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 8 mars 2017 d'attribuer le marché pour les lots 1 et 2 à la société Colaco,

Considérant la nécessité d'acheter des livres et des documents multi média pour la médiathèque suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec Colaco, sise Zac du Paisy, 9 chemin des Hirondelles à Dardilly (69570), en ce qui concerne le lot 1 « DVD films documentaires et fictions jeunesse », et le lot 2 « DVD films documentaires et fictions adultes »,

**Article 2 :** Que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre en ce qui concerne le lot 1 est compris entre un minimum de 8 700 € H.T. et un maximum de 14 000 € H.T.

**Article 3 :** Que le montant des prestations pour la durée de l'accord-cadre en ce qui concerne le lot 2 est compris entre un minimum de 10 800 € H.T. et un maximum de 17 000 € H.T.

**Article 3 :** Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

**Article 4 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à Colaco

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, à la médiathèque et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 10 AVR. 2017  
P<sup>o</sup>/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 10/04/2017

Reçu en préfecture le 10/04/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170410-MP2017\_4607-CC

N°

D17

43

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPEL D'OFFRES OUVERT 2017/4607

Fournitures de livres (hors livres scolaires)

et de documents multi media pour la médiathèque Roger Gouhier

Lot 3 : CD et DVD musicaux

Approbation du contrat avec CVS

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 25,

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 8 mars 2017 d'attribuer le marché pour le lot 3 à la société CVS,

Considérant la nécessité d'acheter des livres et des documents multi média pour la médiathèque suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec CVS, sise 6/8 Rue Gaston Lauriau à Montreuil (93100), en ce qui concerne le lot 3 « CD et DVD musicaux »,

**Article 2 :** Que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre en ce qui concerne ce lot est compris entre un minimum de 12 000 € H.T. et un maximum de 19 000 € H.T.

**Article 3 :** Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

**Article 4 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à CVS

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, à la médiathèque et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 12 AVR. 2017  
P/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 10/04/2017

Reçu en préfecture le 10/04/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170410-MP2017\_4607-CC

N°

D17  
44

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPEL D'OFFRES OUVERT 2017/4607

Fournitures de livres (hors livres scolaires)

et de documents multi media pour la médiathèque Roger Gouhier

Lot 4 : livres jeunesse

Approbation du contrat avec Colibrije

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 25,

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 8 mars 2017 d'attribuer le marché pour le lot 4 à la société Colibrije,

Considérant la nécessité d'acheter des livres et des documents multi média pour la médiathèque suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec Colibrije, sise 2-20 Avenue Salvador Allendé, ZI Mozinor à Montreuil (93100), en ce qui concerne le lot 4 « livres jeunesse »,

**Article 2 :** Que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre en ce qui concerne ce lot est compris entre un minimum de 24 000 € H.T. et un maximum de 43 000 € H.T.

**Article 3 :** Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

**Article 4 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à Colibrije

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, à la médiathèque et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 10 AVR. 2017  
P/M. Le Maire Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

(DAMP)

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 10/04/2017

Reçu en préfecture le 10/04/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170410-MP2017\_4607-CC

N°

217

45

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPEL D'OFFRES OUVERT 2017/4607

Fournitures de livres (hors livres scolaires)

et de documents multi media pour la médiathèque Roger Gouhier

Lot 5 : bandes dessinées adultes

Approbation du contrat avec BD NET

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 25,

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 8 mars 2017 d'attribuer le marché pour le lot 5 à la société BD NET,

Considérant la nécessité d'acheter des livres et des documents multi média pour la médiathèque suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec BD NET, sise 26 rue de Charonne à Paris (75011), en ce qui concerne le lot 5 « bandes dessinées adultes »,

**Article 2 :** Que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre en ce qui concerne ce lot est compris entre un minimum de 3 500 € H.T. et un maximum de 7 000 € H.T.

**Article 3 :** Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

**Article 4 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à BD NET

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, à la médiathèque et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 10 AVR. 2017  
P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 10/04/2017  
Reçu en préfecture le 10/04/2017  
Affiché le **SLO**  
ID : 093-219300530-20170410-MP2017\_4607-CC

N° **217**

**46**

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPEL D'OFFRES OUVERT 2017/4607

Fournitures de livres (hors livres scolaires)

et de documents multi media pour la médiathèque Roger Gouhier

Lot 6 : romans - lot 7 : livres adultes documentaires et autres

Approbation du contrat avec Générale Librest

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 25,

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 8 mars 2017 d'attribuer le marché pour les lots 6 et 7 à la Générale Librest,

Considérant la nécessité d'acheter des livres et des documents multi média pour la médiathèque suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec la Générale Librest, sise 128 bis avenue Jean Jaurès à Ivry sur Seine (94200), en ce qui concerne le lot 6 « romans », et le lot 7 « livres adultes documentaires et autres »,

**Article 2 :** Que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre en ce qui concerne les lots 6 et 7 est compris entre un minimum de 13 000 € H.T. et un maximum de 21 000 € H.T.

**Article 3 :** Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

**Article 4 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à Générale Librest

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, à la médiathèque et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 10 AVR. 2017  
P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 07/04/2017

Reçu en préfecture le 07/04/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170407-DM17\_47-CC

N°

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### MAINTENANCE ET ASSISTANCE TELEPHONIQUE DES PROGICIELS CEGID PUBLIC YOURCEGID SECTEUR PUBLIC FINANCES Approbation du contrat signé avec la société CEGID PUBLIC

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.02.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations de maintenance et d'assistance téléphonique des progiciels Cegid Public,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec la société CEGID PUBLIC, sise 25-27 rue d'Astorg - 75008 PARIS.

Le contrat est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 01/01/2017 au 31/12/2017, renouvelable chaque année par reconduction tacite, pour une durée globale ne pouvant excéder 3 ans.

**Article 2 :** Dit que le montant global de cette prestation s'élève à 9 101,13 € H.T. par an.

**Article 3 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société CEGID PUBLIC.

**Article 4 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 7 AVR. 2017

Laurent RIVOIRE  
Maire de Noisy-le-Sec





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 21/04/2017  
Reçu en préfecture le 21/04/2017 N° 17-48  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170420-DM17\_48-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DU CONTRAT DE CESSIION DU DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE PASSE ENTRE L'ASSOCIATION SIRBA OCTET ET LE THEATRE DES BERGERIES ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle passé en l'Association Sirba Octet et le Théâtre des Bergeries (Producteur) et la Ville de Noisy-le-Sec (co-organisateur) pour un concert qui aura lieu le jeudi 11 mai 2017 à 20h30 au Théâtre des Bergeries,

#### D E C I D E

Article 1 : Approuve ledit contrat en date du 21 mars 2017, pour un montant de 3600 € euros TTC (Tva 5,5 %) (Trois mille six cents euros TTC) représentant sa participation, payable par virement au Producteur.

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la représentation ci-dessus mentionnée et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 20 avril 2017

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 21/04/2017

Reçu en préfecture le 21/04/2017

N° D17-49

Affiché le 21/04/2017

ID : 093-219300530-20170421-DM17\_49-AR

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION COMMERCIAL SUR UN BAIL COMMERCIAL SIS 79 RUE JEAN JAURES A NOISY-LE-SEC

Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants,

Vu le Code du Commerce, notamment ses articles L.141-1 à L.141-22 et L.145-1 à L.145-60,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Noisy-le-Sec approuvé par le Conseil Municipal le 15 novembre 2012,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2010, reçue en Préfecture le 27 décembre 2010, référencée n° 2010/12-01.01, donnant délégation au Maire d'exercer au nom de la Ville le droit de préemption de la Ville sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2009, reçue en Préfecture le 8 juillet 2009, référencée n° 2009/06-01-015, approuvant la délimitation d'un périmètre de sauvegarde dans le cadre de la mise en place du droit de préemption sur les fonds artisanaux, de commerce sur la commune,

Vu la déclaration de cession d'un bail commercial, sis 79 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec, cadastré section Y n° 43, appartenant à la société « Espace Beauté », représentée par sa gérante Madame Elsa ANTUNES COSTA, reçue en Mairie le 5 janvier 2017 et complétée le 21 février 2017,

Vu le bail commercial relatif à la cession du droit au bail mentionné ci-avant,

Considérant la situation du fonds de commerce concerné par la déclaration mentionnée ci-avant, au sein du périmètre de sauvegarde défini par le Conseil Municipal par sa délibération n°2009/06-01-015 en date du 25 juin 2009,

Considérant la situation stratégique du bien, situé le long de la rue Jean Jaurès, axe commercial structurant et repéré au titre d'un périmètre de sauvegarde du commerce de proximité,

Considérant la volonté de la Ville, dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, et notamment de son Projet d'Aménagement et de Développement Durable, de maintenir et renforcer les implantations commerciales en rez-de-chaussée d'immeubles, notamment le long des axes principaux de la Ville, dans un souci d'amélioration du cadre de vie des habitants noiséens et d'animation urbaine,



Considérant à ce titre que la Ville de Noisy-le-Sec a conforté cette volonté par l'instauration d'un Droit de Préemption sur les Fonds Commerciaux, Fonds Artisanaux et Baux Commerciaux,

Considérant que cette acquisition s'inscrit dans une démarche plus globale de maintien de locaux commerciaux de proximité sur la rue Jean Jaurès, conformément à l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme, et ce en vue de favoriser la diversité commerciale,

Considérant que l'exercice du droit de préemption sur les fonds de commerce est destiné à préserver la diversité de l'activité commerciale et à promouvoir son développement au sein du périmètre de sauvegarde défini par le Conseil Municipal,

Considérant que l'activité commerciale pressentie par le repreneur du site ne permettra pas de garantir la mixité et la diversité de l'offre commerciale sur le territoire communal et plus particulièrement sur le linéaire commercial existant sur la rue Jean Jaurès,

Considérant à ce titre qu'il convient pour la Ville d'exercer en l'espèce son droit de préemption afin de garantir cette diversité, en pleine conformité avec les dispositions du Code de l'Urbanisme en la matière et des objectifs de la délibération du Conseil Municipal en date du 15 février 2007 et la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2009 instaurant le droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux,

Considérant en conséquence que l'acquisition de ce bien est nécessaire à la mise en œuvre des objectifs ci-avant mentionnés,

## **D E C I D E**

### Article 1

En application des dispositions des articles R.214-5 et R.214-6 du Code de l'Urbanisme, il est fait exercice du droit de préemption institué sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux dans le cadre de la cession de fonds de commerce concerné par la déclaration mentionnée ci-avant et concernant un bien sis 79 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec, ledit bien étant constitué d'une boutique avec vitrine sur rue de 36 m<sup>2</sup> et d'un espace en sous-sol de 31 m<sup>2</sup>, le tout d'une superficie d'environ 67 m<sup>2</sup>, ainsi que d'une cave en sous-sol (n°38), au prix de 45.000 Euros (QUARANTE CINQ MILLE EUROS) en vue de réaliser les objectifs susvisés.

L'exercice du droit de préemption se fera aux prix et conditions mentionnées dans la déclaration, à savoir pour un montant de cession de 45.000 Euros, le montant du loyer du bail commercial concerné étant fixé à 12940,32 Euros annuels hors charges et taxes.

### Article 3

Les dépenses relatives à l'exécution de la présente décision sont prévues au budget de la Commune.

### Article 4

Dans le délai d'un an à compter de la prise d'effet de la cession, le droit au bail sera rétrocédé dans les conditions fixées par les dispositions des articles L.214-2 et R.214-11 et suivants du Code de l'Urbanisme, en vue d'une exploitation destinée à préserver la diversité de l'activité commerciale.

Considérant la situation stratégique du bien, situé le long de la rue Jean Jaurès, axe commercial structurant et repéré au titre d'un périmètre de sauvegarde du commerce de proximité,

Considérant la volonté de la Ville, dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, et notamment de son Projet d'Aménagement et de Développement Durable, de maintenir et renforcer les implantations commerciales en rez-de-chaussée d'immeubles, notamment le long des axes principaux de la Ville, dans un souci d'amélioration du cadre de vie des habitants noiséens et d'animation urbaine,

Considérant à ce titre que la Ville de Noisy-le-Sec a conforté cette volonté par l'instauration d'un Droit de Préemption sur les Fonds Commerciaux, Fonds Artisanaux et Baux Commerciaux,

Considérant que cette acquisition s'inscrit dans une démarche plus globale de maintien de locaux commerciaux de proximité sur la rue Jean Jaurès, conformément à l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme, et ce en vue de favoriser la diversité commerciale,

Considérant que l'exercice du droit de préemption sur les fonds de commerce est destiné à préserver la diversité de l'activité commerciale et à promouvoir son développement au sein du périmètre de sauvegarde défini par le Conseil Municipal,

Considérant que l'activité commerciale pressentie par le repreneur du site ne permettra pas de garantir la mixité et la diversité de l'offre commerciale sur le territoire communal et plus particulièrement sur le linéaire commercial existant sur la rue Jean Jaurès,

Considérant à ce titre qu'il convient pour la Ville d'exercer en l'espèce son droit de préemption afin de garantir cette diversité, en pleine conformité avec les dispositions du Code de l'Urbanisme en la matière et des objectifs de la délibération du Conseil Municipal en date du 15 février 2007 et la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2009 instaurant le droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux,

Considérant en conséquence que l'acquisition de ce bien est nécessaire à la mise en œuvre des objectifs ci-avant mentionnés,

## **D E C I D E**

### Article 1

En application des dispositions des articles R.214-5 et R.214-6 du Code de l'Urbanisme, il est fait exercice du droit de préemption institué sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux dans le cadre de la cession de fonds de commerce concerné par la déclaration mentionnée ci-avant et concernant un bien sis 79 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec, ledit bien étant constitué d'une boutique avec vitrine sur rue de 36 m<sup>2</sup> et d'un espace en sous-sol de 31 m<sup>2</sup>, le tout d'une superficie d'environ 67 m<sup>2</sup>, ainsi que d'une cave en sous-sol (n°38), au prix de 45.000 Euros (QUARANTE CINQ MILLE EUROS) en vue de réaliser les objectifs susvisés.

L'exercice du droit de préemption se fera aux prix et conditions mentionnées dans la déclaration, à savoir pour un montant de cession de 45.000 Euros, le montant du loyer du bail commercial concerné étant fixé à 12940,32 Euros annuels hors charges et taxes.

### Article 3



Les dépenses relatives à l'exécution de la présente décision sont prévues au budget de la Commune.

#### Article 4

Dans le délai d'un an à compter de la prise d'effet de la cession, le droit au bail sera rétrocédé dans les conditions fixées par les dispositions des articles L.214-2 et R.214-11 et suivants du Code de l'Urbanisme, en vue d'une exploitation destinée à préserver la diversité de l'activité commerciale.

#### Article 5

Dans l'attente de l'exécution des dispositions de l'article 4, les dépenses relatives à la reprise du bail commercial par la Ville, conformément aux dispositions mentionnées dans la déclaration mentionnée ci-avant, seront exécutées sur le budget de la Ville.

#### Article 6

Monsieur le Maire ou son représentant sont autorisés à signer, au nom de la Ville, tout acte, convention, bail ou pièce nécessaire à l'exécution de la présente décision.

#### Article 7

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Montreuil. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

#### Article 8

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité, d'affichage en Mairie, et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Commune. Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis – 1 Esplanade Jean Moulin – 93007 BOBIGNY,
- Monsieur le Trésorier – Centre des Finances Publiques – 5, rue de Lisbonne – 93110 ROSNY-SOUS-BOIS,
- Maître Saad KHALIFE – 50 avenue Jean Jaurès – 93700 DRANCY
- Madame Elsa ANTUNES COSTA – 79 rue Jean Jaurès – 93130 NOISY-LE-SEC
- Madame Michèle BUDOR – 39 rue Hoche – 93130 NOISY-LE-SEC
- Monsieur Saleem NOUMAN – 6 rue Bellevue – 95140 GARGES-LES-GONNESSES

Fait à Noisy-le-Sec, le

21 AVR. 2017

  
**Laurent RIVOIRE**  
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/04/2017

Reçu en préfecture le 24/04/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170307-DM17\_50-CC

N° 17-50

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Entreprise Hélène et IPY 368 rue des voisins 60400 BEHERICOURT Approbation de la convention

Monsieur le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22,

Vu la délibération du conseil municipal n°2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014, concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n°14-895 du 17 avril 2014 portant délégation de fonction à Madame Nicole RIVOIRE sur le secteur du personnel communal,

Considérant la nécessité pour le bon fonctionnement de la brigade canine de la police municipale d'effectuer des entraînements dans un centre canin de façon régulière,

Considérant la proposition d'entraînements canins de l'Entreprise Hélène et IPY, représentée par Madame Hélène Agnieray gérante, située 368 rue des voisins 60400 BEHERICOURT,

## DECIDE

Article 1 : De signer la convention avec l'Entreprise Hélène et IPY, représentée par Madame Hélène Agnieray gérante, située 368 rue des voisins 60400 BEHERICOURT.

Article 2 : Que les entraînements canins seront assurés par M. David FROMENTIN ayant le certificat de capacité n°60-030 DM pour l'exercice de l'activité de dressage des chiens au mordant.

Article 3 : Qu'il est convenu de s'entraîner une fois par semaine pour avoir une équipe cynophile opérationnelle et que ce sera le jeudi de 14H00 à 17H00.

Article 4 : Que l'entraînement aura lieu principalement avenue de Royallieu – N131 – 60200 COMPIEGNE, mais d'autres lieux d'entraînement pourront être proposés ponctuellement.

Article 5 : Que le montant de la séance d'entraînement est de 25 € TTC. La facture sera transmise mensuellement et sera établie en fonction du nombre d'agents et de séances réalisées.

Article 6 : Que la convention prendra effet au 15 mars 2017 et qu'elle est renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation par une des parties.

Article 7 : Que la dépense correspondante sera imputée au service formation et qu'elle est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 8 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 24/04/2017

Reçu en préfecture le 24/04/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170307-DM17\_50-CC

Article 9 : Ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de Bobigny . Elle sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Noisy-le-Sec, le 7 MARS 2017

Pour le Maire,  
Nicole RIVOIRE

Conseillère municipale déléguée au personnel  
communal





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/04/2017  
Reçu en préfecture le 24/04/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170404-DM N° 51 le **A-51**

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Organisme de formation professionnelle FORCYNO Fort de Domont - route stratégique – 95330 DOMONT Approbation de la convention

Monsieur le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22,

Vu la délibération du conseil municipal n°2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014, concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n°14-895 du 17 avril 2014 portant délégation de fonction à Madame Nicole RIVOIRE sur le secteur du personnel communal,

Considérant la nécessité pour le bon fonctionnement de la brigade canine de la police municipale d'effectuer des entrainements dans un centre canin de façon régulière,

Considérant la proposition de l'organisme de formation professionnelle FORCYNO, représentée par Monsieur Stéphane LANNEVAL, Directeur du centre situé Fort de Domont, route stratégique 95330 DOMONT.

## DECIDE

Article 1 : De signer la convention avec l'organisme de formation professionnelle FORCYNO, représentée par Monsieur Stéphane LANNEVAL, Directeur du centre situé Fort de Domont, route stratégique 95330 DOMONT.

Article 2 : Que les entrainements canins seront assurés par M. Stéphane LANNEVAL titulaire des titres ASCCI et APE de niveau V inscrits au RNCP, pour la formation continue police municipale, conducteur de chien.

Article 3 : Qu'il est convenu de s'entraîner une fois par semaine pour avoir une équipe cynophile opérationnelle qui sera au choix pour l'agent et à déterminer du lundi au vendredi de 9h à 12h00 ou de 13h30 à 17h00.

Article 4 : Que l'entrainement aura lieu principalement au centre de formation cité dans l'article 1.

Article 5 : Les frais de formation seront de 1410.00 € TTC pour l'année, le paiement sera effectué à réception de la facture.

Article 6 : Que la convention prendra effet le 18 avril 2017 et sera renouvelée par tacite reconduction.

Article 7 : Que la dépense correspondante sera imputée au service formation et qu'elle est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 8 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 9 : Ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de Bobigny. Elle sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Noisy-le-Sec, le - 4 AVR. 2017

Pour le Maire,  
Nicole RIVOIRE  
Conseillère municipale déléguée au personnel  
communal





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/04/2017  
Reçu en préfecture le 27/04/2017  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170426-DM17\_52-CC

N° DM17-52

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Appel d'offres ouvert N°16.AO.HA.071 ETUDES URBAINES DANS LE CADRE DU PROTOCOLE DE PREFIGURATION NPRU DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC Lot 1 : Etude de programmation urbaine du quartier Londeau Approbation du contrat avec Atelier Choiseul

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délibération du Conseil de Territoire n° CT 2016-07-05-39 en date du 5 juillet 2016 concernant le transfert de compétences de l'établissement public territorial Est Ensemble ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2016/09-15 en date du 23 septembre 2016 concernant la convention de mandat avec l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble » ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 25;

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 8 mars 2017 d'attribuer le marché pour le lot 1 à Atelier Choiseul,

Considérant la nécessité de réaliser des études urbaines dans le cadre du protocole de préfiguration NPRU de la ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat pour le lot 1 avec Atelier Choiseul sis 67 rue Sainte Anne à Paris (75002)

**Article 2 :** Que le montant global et forfaitaire (toutes phases confondues) pour le lot 1 s'élève à 189 700 € H.T.

**Article 3 :** Le délai d'exécution de la première phase des prestations débute à la notification du marché et s'achève à la validation de la dernière phase de la mission par la maîtrise d'ouvrage, soit une durée prévisionnelle estimée à 18 mois.

**Article 4 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à Atelier Choiseul,

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au service Aménagement urbanisme, à Est Ensemble et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

*Noisy-le-Sec le 26/04/2017*  
Laurent RIVOIRE

Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-Président de la métropole du  
Grand Paris





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Envoyé en préfecture le 27/04/2017

N° DM17-53

Reçu en préfecture le 27/04/2017

Affiché le

SLOV

ID : 093-219300530-20170426-DM17\_53-CC

Liberté – Egalité – Fraternité

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Appel d'offres ouvert N°16.AO.HA.071**  
**ETUDES URBAINES DANS LE CADRE DU PROTOCOLE**  
**DE PREFIGURATION NPRU DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC**  
**Lot 2 : Etude de programmation urbaine du quartier centre ville Béthisy**  
**Approbation du contrat avec Richez Associés**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil de Territoire n° CT 2016-07-05-39 en date du 5 juillet 2016 concernant le transfert de compétences de l'établissement public territorial Est Ensemble ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2016/09-15 en date du 23 septembre 2016 concernant la convention de mandat avec l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble » ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 25;

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 8 mars 2017 d'attribuer le marché pour le lot 2 à Richez Associés,

Considérant la nécessité de réaliser des études urbaines dans le cadre du protocole de préfiguration NPRU de la ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat pour le lot 2 avec Richez associés sarl sis 2 Rue de la Roquette à Paris (75011)

**Article 2 :** Que le montant global et forfaitaire (toutes phases confondues) pour le lot 2 s'élève à 120 225 € H.T.

**Article 3 :** Le délai d'exécution de la première phase des prestations débute à la notification du marché et s'achève à la validation de la dernière phase de la mission par la maîtrise d'ouvrage, soit une durée prévisionnelle estimée à 18 mois.

**Article 4 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à Richez associés,

**Article 5 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au service Aménagement urbanisme, à Est Ensemble et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

A Noisy-le-Sec le 26/04/2017  
Laurent RIVOIRE  
Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-Président de la métropole du  
Grand Paris





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 02/05/2017  
Reçu en préfecture le 02/05/2017  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20170502-DM17\_54-CC

N° D17/54

Liberté – Egalité – Fraternité

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Procédure adaptée N° 2017 / 4610 Conseils, étude et assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'aménagement du centre ville de Noisy-le-Sec

#### Approbation du contrat avec la société EGIS Ville et Transports

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité de conseils, étude et assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'aménagement du centre ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

#### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat avec la société EGIS sise 4 Rue Dolorès Ibarruri TSA 30010 à Montreuil Cedex (93188).

**Article 2:** Que les prestations seront rémunérées par application du prix forfaitaire s'élevant à 94 444,50 € H.T. et du prix unitaire de 500,00 € H.T. par demi journée supplémentaire.

**Article 3:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société EGIS pour une durée prévisionnelle de 24 mois.

**Article 4:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 5:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Aménagement et stratégie territoriale et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 21/05/2017

P<sup>o</sup>/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/06/2017

Reçu en préfecture le 08/06/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170419-DM17\_55-CC

N° DM17-55

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PASSEE ENTRE URBAN ART PARIS ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de mise à disposition d'une exposition de Urban Art Paris

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention passée avec Urban Art Paris résidant 8 rue Jean Sébastien Bach 75013 Paris et représenté par Sébastien Lis

**Article 2** : Précise que la convention est passée pour l'exposition du 4 mai au 8 juin 2017

**Article 3** : La dépense de la prestation s'élève à 3190 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 19 avril 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, l'adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 10/05/2017  
Reçu en préfecture le 10/05/2017 N° 17-56  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170412-DM17\_56-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE CECILE LAVERGNE ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'auteur d'écrire 4 textes dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » présentée à La Galerie pour le 7 avril 2017,

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Cécile LAVERGNE, demeurant 8 rue Cugnot 75018 Paris, relative à :

- droits d'auteur 550 Euros TTC (cinq cents cinquante euros toutes taxes comprises) ;

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 10 janvier 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 12 avril 2017

**P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine**

   
**Jean THARY**

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 10/05/2017

Reçu en préfecture le 10/05/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170412-DM17\_57-CC

N° 17-57

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE MARIE PROYART ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION 3/3 « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'auteur artiste graphiste de créer un principe graphique décliné sur différents supports de communication dans le cadre l'exposition 3/3 "Tes mains dans mes chaussures" pour la date du 21 avril 2017.

## DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Marie Proyart sise 8 rue Polonceau – 75008 Paris, relative à :

- Frais de réalisation plafonnés à 200 € TTC
- Droits d'auteur, montant forfaitaire : 3360,50 € TTC

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la période de l'exposition et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 12 avril 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 10/05/2017  
Reçu en préfecture le 10/05/2017 N° 17-58  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170412-DM17\_58-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE CELINE POULIN ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'auteur d'écrire un entretien publié dans le cadre du journal n°2 de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » présentée à La Galerie pour le 10 janvier 2017,

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Céline POULIN, demeurant 67 bis rue de Paris, 93100 Montreuil, relative à :

- droits d'auteur 300 Euros TTC (trois cents euros toutes taxes comprises) ;

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 10 janvier 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322, nature 6228.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 12 avril 2017

**P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine**



**Jean THARY**

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 10/05/2017

Reçu en préfecture le 10/05/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170412-DM17\_59-CC

N° 17-59

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE GERALDINE GOURBE ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'auteur d'écrire un texte « Ici, en deçà, au-delà », publié dans le cadre du journal n°3 de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » présentée à La Galerie pour le 3 avril 2017,

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Géraldine GOURBE, demeurant 59 rue de Douai, 75009 Paris, relative à :

- droits d'auteur 800 Euros TTC (huit cents euros toutes taxes comprises) ;
- frais de déplacement à hauteur de 500 Euros TTC (cinq cents euros toutes taxes comprises)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 3 avril 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322, nature 6228.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 12 avril 2017

**P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine**



**Jean THARY**



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Envoyé en préfecture le 10/05/2017

Reçu en préfecture le 10/05/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170510-DM17\_60-CC

N° D17/6c

Liberté – Egalité – Fraternité

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Procédure adaptée N° 2017 / 4613

**Location de véhicules pour le transport en commun de mineurs accompagnés d'adultes encadrants par autocar de 20, 35, 55 places ou plus, avec conducteur.**

**Lot n°1 Location de cars avec conducteur dans le secteur de Ceùze et pour le transfert Manteyer/Noisy-le-Sec»**

### Approbation du contrat avec Transports Sabatier

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire accordée à Madame Marie-Rose Harenger, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27,

Considérant la nécessité de conclure un marché de location de véhicules pour le transport en commun de mineurs par autocars de 20, 35, 55 places ou plus avec conducteur suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat la société Transports Sabatier sise Le Village à SIGOYER (05 130).

**Article 2:** Que le montant des commandes pour la période initiale du marché s'élève à un maximum de 45 400 € H.T. en ce qui concerne le lot 1,

**Article 3:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Transports Sabatier pour une durée initiale de 1 an, reconductible 3 fois.

**Article 4:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 5:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service voirie et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

10 MAI 2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 10/05/2017

Reçu en préfecture le 10/05/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170510-DM17\_61-CC

N°

**D17/61**

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Procédure adaptée N° 2017 / 4613

**Location de véhicules pour le transport en commun de mineurs accompagnés d'adultes encadrants par autocar de 20, 35, 55 places ou plus, avec conducteur.**

**Lot n°2 « Location de cars avec conducteur dans le secteur de l'île d'Oléron (Département des Charentes Maritimes) et pour le transfert Oléron / Noisy-le-Sec »**

**Approbation du contrat avec Gilbert James Voyages**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire accordée à Madame Marie-Rose Harenger, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27,

Considérant la nécessité de conclure un marché de location de véhicules pour le transport en commun de mineurs par autocars de 35,55 places ou plus avec conducteur suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat la société Gilbert James Voyages sise Impasse des Marais à Créteil (94 000).

**Article 2:** Que le montant des commandes pour la période initiale du marché s'élève à un maximum de 4 600 € H.T. en ce qui concerne le lot 2,

**Article 3:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Gilbert James Voyages pour une durée initiale de 1 an, reconductible 3 fois,

**Article 4:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 5:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service voirie et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

**10 MAI 2017**

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 11/05/2017

Reçu en préfecture le 12/05/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170510-DM17\_62-CC

N° D17/62

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4613

**Location de véhicules pour le transport en commun de mineurs accompagnés d'adultes  
encadrants par autocar de 20, 35, 55 places ou plus, avec conducteur.**

**Lot n° 3 « Location de cars avec conducteur dans le secteur de Vassieux (Département de la  
Drôme)»**

**Approbation du contrat avec SRADDA**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions  
à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire accordée  
à Madame Marie-Rose Harenger, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27,

Considérant la nécessité de conclure un marché de location de véhicules pour le transport en commun de mineurs par  
autocars de 35,55 places ou plus avec conducteur suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1:** De signer le contrat la société Gilbert James Voyages sise Impasse des Marais à Créteil (94 000).

**Article 2:** Que le montant des commandes pour la période initiale du marché s'élève à un maximum de 19 000 € H.T. en  
ce qui concerne le lot 3,

**Article 3:** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société SRADDA pour une durée initiale de 1 an,  
reconductible 3 fois,

**Article 4:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 5:** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au  
service voirie et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

10 MAI 2017

P<sup>o</sup>/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 22/05/2017  
Reçu en préfecture le 23/05/2017 N° 17-63  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170510-DM17\_63-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRODUCTION D'OEUVRE PASSEE ENTRE HELENE DELEAN ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (CONVENTION CULTURE ET SOCIETE)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de créer une œuvre sonore collective dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » à La Galerie, le 30 mai 2017.

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de production d'œuvre passée avec Hélène Déléan, sise 37 rue Labat, 75018 Paris, relative à :

- Honoraires artistiques : 850 € (huit cent cinquante euros) TTC

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 30 mai 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 10 mai 2017

**P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine**





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 22/05/2017

Reçu en préfecture le 23/05/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170510-DM17\_64-CC

N° 17-64

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION D'ACCUEIL EN RESIDENCE D'ARTISTE PASSEE ENTRE LIV SCHULMAN ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace des œuvres supplémentaire produites pour l'exposition « Tes mains dans mes chaussures, dans le cadre de sa résidence d'Artiste du 1er septembre 2016 au 30 avril 2017, le 21 avril 2017

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve l'avenant à la convention d'accueil en résidence d'Artiste passée avec Liv Schulman, sise au 4 square Crainqueville, 93130 Noisy-le-Sec, relative à :

- Frais de réalisation 550 € (cinq cent cinquante euros) TTC
- Rémunération artistique : 600 € (six cent euros) TTC

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 21 avril 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 10 mai 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 22/05/2017  
Reçu en préfecture le 23/05/2017 N° 17-65  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20170510-DM17\_65-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION DE PRODUCTION D'ŒUVRE PASSEE ENTRE SEBASTIEN REMY ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace une œuvre produite pour l'exposition « Tes mains dans mes chaussures, le 21 avril 2017

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve l'avenant à la convention de production et de présentation d'œuvre passée avec Sébastien Remy, sise 4 boulevard du Temple, Chez Mme Perrier D'Ascoli, 75011 Paris, relative à :

- Frais de réalisation 1000 € (mille euros) TTC
- Rémunération artistique : 950 € (neuf cent cinquante euros) TTC

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 21 avril 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 10 mai 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 22/05/2017

Reçu en préfecture le 23/05/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170510-DM17\_66-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION DE PRODUCTION D'ŒUVRE PASSEE ENTRE JEAN-CHARLES DE QUILLACQ ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace une œuvre produite pour l'exposition « Tes mains dans mes chaussures, le 21 avril 2017

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve l'avenant à la convention de production et de présentation d'œuvre passée avec Jean-Charles de Quillacq, sise La Villa, 87130 Sussac, relative à :

- Frais de réalisation 100 € (cent euros) TTC
- Frais de déplacement : 200 € (deux cent euros) TTC

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 21 avril 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 10 mai 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 22/05/2017

Reçu en préfecture le 23/05/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170510-DM17\_67-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRODUCTION D'ŒUVRE ET DE CESSIION DE DROIT DE DIFFUSION PASSEE ENTRE CELINE DROUIN ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (CONVENTION CULTURE ET SOCIETE)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de créer une œuvre filmique sur l'approche pédagogique du centre d'art dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » à La Galerie, le 1 juin 2017.

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de production d'œuvre et de cession de droit de diffusion passée avec Céline Drouin, sise 71 avenue Pasteur 93100 Montreuil, relative à :

- Honoraires artistiques : 1500 € (mille cinq cent euros) TTC

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 1<sup>er</sup> juin 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 10 mai 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 22/05/2017

Reçu en préfecture le 23/05/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170510-DM17\_68-CC

N° 17-68

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRODUCTION D'OEUVRE PASSEE ENTRE L'ASSOCIATION DEBRIDES ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace une œuvre performative dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » à La Galerie, du 19 mai au 2 juin 2017

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de production d'œuvre passée avec l'association Débrides, sise 41 rue du Pré Saint Gervais, 93500 Pantin, relative à :

- Honoraires artistiques : 900 € (neuf cents euros) TTC
- Frais de déplacement : 150 € (cent cinquante euros) TTC
- Frais de réalisation : 1200 € (mille deux cent euros) TTC

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 19 mai 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 10 mai 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY